



9 octobre 2012, forte mobilisation pour l'emploi et la défense de l'industrie

L'appel de la Fédération européenne de l'Industrie s'est traduit, en France, à l'initiative de la CGT, par des arrêts de travail et des manifestations.

La CGT recense plus de 90 000 participants issus de nombreux secteurs professionnels, privés et publics, à l'ensemble des initiatives qui se sont déroulées sur le territoire.

La CGT se félicite de cette forte mobilisation pour l'emploi et l'avenir de nos industries, pour une Europe Solidaire et sociale et pour une réponse aux urgences sociales.

En France, les salariés ont manifesté ce 9 octobre, leur solidarité et leurs convergences avec les travailleurs en lutte en Grèce, au Portugal, en Espagne... Le monde du travail, partout en Europe, se rassemble et fait entendre sa voix contre les politiques d'austérité généralisées par le Traité Européen.

Dans chaque pays l'idée fait son chemin que la rigueur est le pire des remèdes. Relancer une politique industrielle, est un levier essentiel pour le développement et le progrès social.

Les salariés des entreprises, sont en attente d'une loi protégeant leurs sites industriels, leurs emplois et les conditions de relance de la production.

Le monde du travail, principalement les jeunes et les femmes, sont victimes d'une crise dont ils ne sont pas responsables mais dont ils paient lourdement les conséquences. En témoigne les chiffres du chômage et du nombre d'emplois précaires. Un salarié sur deux tente de vivre avec moins de 1 500 euro par mois.

Ce n'est pas le coût du travail qu'il faut réduire c'est le coût du capital.

Les richesses créées par le travail doivent être mises au service de l'investissement dans l'appareil productif, du développement « bas-carbone », de l'emploi, de la formation professionnelle, de la satisfaction des besoins sociaux et de la protection de l'environnement.

Les aides publiques doivent être conditionnées au respect de critères portant sur les créations d'emplois et les politiques salariales.

Depuis plus de trente ans, le travail a été la variable d'ajustement. Pour accroître la rentabilité du capital, les dividendes des actionnaires, les entreprises ont mis une pression sans précédent pour réduire le coût du travail, en organisant la dégradation des conditions de travail, de la qualité du travail et de son efficacité. En dévalorisant les qualifications, en développant la précarité et la pression salariale, en accentuant la pression sur les normes de travail et d'emploi, les systèmes de protection sociale et de santé.

Le développement industriel et des services publics est indissociable d'une meilleure sécurisation de l'emploi et de droits d'intervention des salariés sur leur travail, leur emploi et la stratégie de leur entreprise.

La CGT revendique ainsi des droits attachés à la personne transférables d'une entreprise à l'autre, c'est-à-dire une Sécurité Sociale Professionnelle constitutive d'un nouveau statut du travail salarié. La CGT va s'appuyer sur le succès de la journée du 9 octobre pour porter plus fort les revendications des salariés pour sécuriser leur emploi. C'est cela que le patronat doit prendre en compte dans les négociations interprofessionnelles en cours.

Cette journée de grève et de manifestations pour la défense de l'emploi et de l'industrie s'adresse aussi au gouvernement et aux parlementaires. Ils doivent prendre rapidement de bonnes mesures pour trancher avec la logique patronale.

La CGT appelle les salariés à rester vigilants, mobiliser et à rejoindre plus nombreux les rangs de la CGT pour que ça change dès maintenant dans les entreprises et sur tous les lieux de travail.

Confédération Générale du Travail

263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 48 18 80 00

Montreuil, 9 octobre 2012 - Ne pas jeter sur la voie publique - www.cgt.fr

communiqué